

LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



mardi 31 décembre 2013

## **Quand l'argent l'emporte sur les droits de l'Homme : les drones tueurs israéliens (Middle East monitor)**

Samira SHACKLE

**Le commerce international des armes est totalement insondable. Les transactions entre les différentes entreprises et gouvernements sont rarement relatées en dehors de la presse spécialisée et leurs détails demeurent souvent obscurs.**

L'ensemble des parties prenantes trouvent leur compte dans ce manque de surveillance : la vente et le développement d'armes constituent une industrie inacceptable mais extrêmement lucrative.

Cette semaine, l'organisation caritative militante War on Want a publié un rapport qui étudie la collaboration entre le ministère britannique de la Défense et une entreprise israélienne spécialisée dans la défense. La transaction en question concerne la mise au point d'un nouveau drone portant le nom de Watchkeeper. Le ministère britannique de la Défense a accordé plusieurs contrats successifs au projet Watchkeeper, dont le budget se monte désormais à environ un milliard de livres, malgré plusieurs reports liés à des problèmes techniques.

Ces contrats sont destinés à une collaboration entre l'entreprise israélienne Elbit Systems (l'un des leaders mondiaux de la fabrication de drones) et Thales UK. Dans le cadre de cette coentreprise, UAV Tactical Systems prendra en charge la supervision du programme Watchkeeper alors que la production sera sous-traitée à différentes entreprises britanniques. Ce programme prévoit la construction de 54 drones qui seront utilisés à des fins de surveillance. Le drone Watchkeeper sera inspiré du modèle Hermes 450 fabriqué par Elbit Systems et largement utilisé à Gaza par Israël. Les forces britanniques ont également utilisé des drones Hermes (non armés) en Afghanistan.

Voici pour l'aspect technique. Selon War on Want, le problème est lié à la manière dont ces drones ont été utilisés à Gaza. Le rapport, intitulé « Killer Drones », affirme que des véhicules aériens sans pilote (UAV) armés ont été utilisés par Israël pour tuer des Palestiniens à Gaza. Selon le même rapport, qui s'appuie sur des publications du Centre palestinien pour les droits de l'Homme, environ 800 Palestiniens auraient été tués lors de bombardements de drones israéliens entre 2006 et 2011. On ignore si ces bombardements sont le fait de drones fabriqués par Elbit Systems ou d'autres UAV israéliens.

Dans un communiqué de presse, War on Want déclare que le gouvernement britannique achète en réalité une technologie qui a été « expérimentée sur le terrain » sur des Palestiniens. L'organisation appelle l'Union européenne à décréter un embargo sur le commerce des armes avec Israël et ajoute qu'en continuant à y autoriser les exportations et importations d'armes, le gouvernement britannique accorde un soutien matériel à l'agression du peuple palestinien par Israël et lui envoie ouvertement un message d'approbation de ses actions.

Dans un article relatif à cette transaction, le journal *The Guardian* cite un porte-parole du ministère britannique de la Défense qui souligne que les drones Watchkeeper ne seront pas armés et qu'il n'est pas question qu'ils le soient. Elbit Systems n'a pas souhaité émettre de commentaires.

Pour War on Want et d'autres organisations militantes, la question ne se limite pas à cette transaction spécifique. Il s'agit plutôt du soutien accordé au commerce des armes en Israël d'une manière générale compte tenu des antécédents fâcheux du pays en matière de droits de l'Homme. Malgré les preuves de crimes de guerre recueillies par les Nations Unies suite aux bombardements israéliens à Gaza en 2008, la Grande-Bretagne et l'UE continuent de participer au commerce des armes avec Israël. Il existe actuellement en Grande-Bretagne 381 licences d'exportation d'armes vers Israël pour une valeur totale de 7,8 milliards de livres.

Plus tôt cette semaine, le gouvernement britannique a émis des recommandations à l'intention des entreprises britanniques les mettant en garde contre la conclusion de transactions avec les colonies israéliennes en Cisjordanie. Cependant, ces interdictions demeurent limitées aux

colonies qui se situent hors du champ du droit international. Le principal argument de War on Want et d'autres organisations militantes (Rafeef Ziadah de War on Want est également membre du comité de la campagne palestinienne « boycott, désinvestissement et sanctions ») est que les violations du droit international et des conventions relatives aux droits de l'Homme ne se limitent pas aux territoires occupés.

La revendication d'un embargo de l'Union européenne sur le commerce des armes avec Israël semble néanmoins une perspective très lointaine. En effet, l'examen de la liste des pays actuellement soumis à un embargo sur les armes par l'UE illustre l'importance que revêt généralement l'aspect politique en ce domaine. Ainsi, alors que l'Iran, l'Irak et la Syrie sont soumis à un embargo sur les armes, ce n'est pas le cas de l'Arabie saoudite et de l'Égypte qui comptent parmi les alliés de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Les drones israéliens ont peut-être causé la mort de civils, mais leurs fabricants comptent parmi les leaders du marché. Il n'y a aucune raison de penser que la Grande-Bretagne ou l'Union européenne cesseront les transactions avec ces fabricants dans un avenir proche.

**Samira Shackle**, 12 décembre 2013.

*Traduction : Info-Palestine.eu - Claire*

---

- Source de l'article : [middleeastmonitor.com](http://middleeastmonitor.com)

**Info-Palestine.net**

<http://www.info-palestine.net/spip.php?article14286>

<http://www.legrandsoir.info/quand-l-argent-l-emporte-sur-les-droits-de-l-homme-les-drones-tueurs-israeliens.html>